

politique monétaire Vendredi 8 avril 2011

## La BCE augmente ses taux malgré les difficultés de la périphérie

Par Mathilde Farine

### L'institution a procédé à son premier tour de vis depuis juillet 2008

«Nous faisons ce que nous avons à faire même quand c'est difficile, même quand cela ne fait pas forcément plaisir à tout le monde», s'est défendu Jean-Claude Trichet. Le président de la Banque centrale européenne (BCE) s'exprimait jeudi lors de la conférence de presse qui a suivi l'annonce d'une hausse de son taux directeur. L'institution a relevé le loyer de l'argent d'un quart de point à 1,25%. Il s'agit de la première hausse de taux depuis juillet 2008.

La nouvelle était largement attendue mais cette décision, prise dans le sillage de la demande d'aide européenne du Portugal qui éprouve des difficultés à se financer, a suscité de vives critiques. Certains ont parlé d'un «abandon» des pays en difficulté. «Je crois que c'est exactement le contraire» d'un abandon, a affirmé Jean-Claude Trichet. «En ayant le souci de maintenir la stabilité des prix pour les 17 pays membres, nous préservons la confiance dans la zone euro des ménages, des entrepreneurs et permettons des taux d'intérêt inférieurs à moyen et long terme. C'est dans l'intérêt de tous, et en particulier des plus vulnérables», a-t-il assuré.

### Cohésion de la zone euro

La demande d'aide du Portugal n'a donc probablement pas influencé la décision de la BCE. Cette dernière se concentre sur l'évolution de l'inflation, qui a dépassé la cible que s'est fixée l'institut monétaire – un niveau proche, mais inférieur à 2% – en décembre pour grimper à 2,6% en mars dernier.

«Une telle décision peut avoir un impact sur les économies en difficulté de la périphérie de la zone euro, notamment parce que les ménages ont souvent contracté leur hypothèque en taux variables et sont donc sensibles à la moindre hausse des taux», a expliqué Bruno Jacquier, économiste à la Banque Privée Edmond de Rothschild. Qui rappelle cependant qu'à 1,25% les taux restent très bas.

Pour Fabrizio Quirighetti, chef économiste à la banque Syz & Co, la décision de la BCE résume tout le problème auquel elle fait face. «Elle doit satisfaire le plus grand nombre, mais elle ne satisfait personne: ni l'Allemagne, qui souhaite une politique monétaire plus restrictive, ni les pays de la périphérie, qui en demandent moins», explique le spécialiste.

Les analystes rappellent cependant le poids extrêmement faible des pays de la périphérie dans le PIB total de la zone euro. Ensemble, la Grèce, l'Irlande et le Portugal comptent pour 6% du PIB de la zone. Les Pays-Bas représentent un poids supérieur à celui de ces trois pays réunis.

Chef économiste chez Sarasin, Jan Poser estime que cette hausse des taux est le garant de la cohésion de la zone euro. «Les pays du noyau de la zone euro ont accepté d'aider ceux qui sont en difficulté. Si, en plus, ils doivent affronter une hausse de l'inflation, cela devient inacceptable», explique-t-il. Pour la BCE, augmenter les taux est également une manière de dire aux gouvernements de faire leur travail en matière budgétaire, pour qu'elle puisse se concentrer sur la politique monétaire, ajoute-t-il. De son côté, Fabrizio Quirighetti rappelle que la BCE applique une politique double: tout en augmentant ses taux, elle continue de venir en aide aux banques de la périphérie en leur offrant des liquidités.

La BCE a par ailleurs laissé la porte ouverte à de nouvelles hausses de taux cette année. «Au vu des

termes employés par le banquier central, la prochaine hausse de taux n'aura pas lieu en mai, mais peut-être en juin ou en juillet», a jugé Bruno Jacquier.

ö Lire aussi en page 13

**LE TEMPS** © 2011 Le Temps SA